



## ***Mobilisation générale pour la satisfaction de toutes nos revendications dans l'unité avec nos organisations syndicales !***

Les enseignants sont consternés par les récentes déclarations du Ministre de l'Education nationale. Comme tous les fonctionnaires, ils se sentent méprisés, humiliés et abandonnés.

Ni les heures supplémentaires, ni l'évolution des carrières au mérite, ni l'addition des primes, ni le protocole PPCR ne compensent l'effondrement du pouvoir d'achat subi depuis des années.

Nous exigeons du Ministre l'ouverture immédiate de négociations salariales sur l'augmentation de la valeur du point d'indice, sur une vraie revalorisation des grilles et sur l'amélioration des conditions de travail des enseignants.

Les enseignants et tous les personnels sont épuisés par les réformes successives qui éclatent le cadre national de l'école de la République, mettent à mal les statuts, fragilisent l'égalité républicaine et dégradent les conditions de travail.

### **Nous voulons une école avec les mêmes droits pour tous sur tout le territoire !**

Le ministre confirme la suppression de 2650 postes de personnels enseignants dans le secondaire pour 40.000 élèves supplémentaires à la rentrée 2019 et 400 postes de personnels administratifs et il n'y aura pas assez de postes dans l'enseignement primaire.

Dans notre académie, la carte scolaire de la rentrée 2019 s'annonce désastreuse alors que la démographie scolaire augmente

- Seulement 100 postes ouverts au concours de Professeurs des Ecoles !
- Les dédoublements des CP et CE1 en REP+ et des CP en REP ponctionnent de nombreux postes au détriment des postes classes et brigades et entraîneraient encore des refus pour les temps partiels sur autorisation
- Les fusions d'écoles du projet Blanquer vont permettre « d'économiser » des postes d'enseignants et de directeurs

### **Ce dont les enseignants ont besoin, c'est la création des postes nécessaires pour diminuer concrètement le nombre d'élèves par classe.**

### **Il y a urgence ! Il n'y a pas d'autre voie que d'ouvrir des négociations pour répondre aux revendications légitimes des enseignants :**

- Maintien du statut de fonctionnaire d'Etat
- Augmentation immédiate des traitements par le déblocage du point d'indice et revalorisation salariale
- Maintien du Code des pensions civiles et militaires et refus de tout régime universel de retraite par points
- Abrogation du jour de carence
- Amélioration des conditions de travail par la baisse des effectifs dans les classes et création des postes nécessaires
- Création des postes nécessaires dans l'enseignement spécialisé et
- Maintien de la seconde phase du mouvement et abandon du vœu de zone
- Abandon du projet de directeur d'école supérieur hiérarchique
- Abandon de Parcoursup, de la réforme du baccalauréat et du lycée
- Une formation continue, sur la base du volontariat, qui répond réellement aux besoins des enseignants
- Abandon du projet de réforme de la formation initiale
- Abandon du protocole des évaluations nationales CP

Les syndicats signataires invitent les enseignants à se réunir dans les établissements pour établir leurs besoins particuliers, décider des moyens d'action avec leurs syndicats pour obtenir satisfaction sur leurs revendications. Ils les invitent à se tenir prêts pour toute mobilisation unitaire sur les revendications.